53e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 50 24 DÉCEMBRE 1936

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Une étude de M. Madelin sur l'ascension de Bonaparte. — Vendémiaire. — Bonaparte sort de l'obscurité. — Son insignifiance extérieure. — Son mariage avec Joséphine. — Pourquoi on le choisit pour l'armée d'Italie. — II. L'armée d'Italie — L'arrivée de Bonaparte. — Comment il s'impose. — Premières victoires : armistice de Cherasco. — III. Lodi, Lonato, Castiglione, incursion vers l'Italie centrale, Arcole, Rivoli. — Enthousiasme des troupes. — IV. Fin de la campagne ; préliminaires de Leoben. — V. Comment le Directoire déchoit pendant que Bonaparte monte. — Le 18 fructidor. — La paix signée à Campo-Formio. — Bonaparte est l'homme du jour.

Les études sur Bonaparte se multiplient. Est-ce un signe des temps ? Cette attente d'un Sauveur terrestre ressemble étonnamment au messianisme purement temporel des Juifs, au siècle de Jésus-Christ. Tout chrétien doit savoir que ce messianisme est en grande partie illusoire. La révolution qu'il faut désirer est une révolution morale et spirituelle : une restauration religieuse. Dieu seul peut nous l'envoyer ; et il le fera à son heure à lui, non à la nôtre, bien que nos prières doivent y aider.

Cela ne nous empêche nullement de nous intéresser aux recherches d'histoire. M. Louis Madelin, dont on sait la haute compétence, vient de publier toute une série d'articles dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er octobre au 15 nov., sous ce titre général : *L'Ascension de Bonaparte*. On ne s'ennuie pas en sa compagnie. Le sujet, du reste, est de ceux qui frappent et passionnent.

I

« Le 13 vendémiaire an IV, Barras a écrasé l'émeute déchaînée dans Paris par les agents royalistes contre la Convention finissante ; il n'y est parvenu que grâce au concours d'un petit général, tenu depuis Thermidor en disgrâce, comme ancien protégé de Robespierre, Buonaparte, qui, dans l'après-midi, en canonnant les émeutiers sur les marches de St-Roch, a crevé d'un coup la Contre-Révolution un instant menaçante. »

Tels sont les débuts du futur dictateur dans la grande vie politique. Il a toujours été un homme de gauche et même de la gauche très avancée. Son premier coup d'éclat est l'écrasement des royalistes dans une bataille de rues. Barras, en racontant, le 14, à la tribune, les événements de la veille, ne veut même pas nommer le jeune général qui lui a servi d'instrument. Il veut garder pour lui seul tout le mérite de la victoire. Mais le représentant Fréron, qui revient d'une mission dans le Midi et qui là-bas a fait la connaissance de la famille Bonaparte, chassée de Corse, et plus particulièrement celle de la délicieuse Paulette, dont il s'est épris, voudrait gagner les faveurs du frère de la jeune fille. Il monte à la tribune, à son tour. Il proclame avec emphase la grandeur de la victoire de la veille, et c'est lui qui déclare qu'une part de la reconnaissance républicaine doit aller au « général Buonaparte, » qui, « par des dispositions savantes dont la Convention a vu les heureux effets, » a contribué à la sauver. C'est donc grâce à l'idylle ébauchée entre un joli garçon et une jolie fille que le nom de Bonaparte sort tout à coup de l'ombre. On acclame ce nom, sans le connaître. On adjoint le jeune général à Barras dans le commandement de l'armée de l'Intérieur. Dix jours plus tard, Bonaparte est nommé général de division, et Barras ayant quitté son commandement pour devenir membre du Directoire, c'est son adjoint qui lui succède. Il n'a que 26 ans. « On se demande, note ce jour-là un contemporain, d'où il vient, ce qu'il a été, par quels services extraordinaires il s'est recommandé ! »

Les incidents du siège de Toulon étaient oubliés ; Bonaparte était resté un inconnu. Le 4 brumaire, la Convention se séparait. Un de ses derniers actes avait été de mettre au futur César le pied à l'étrier. Quand l'heure a sonné au cadran de la Providence, toutes les précautions humaines sont inutiles.

Mais il reste encore un long chemin à parcourir avant que la France acclame comme un sauveur le petit Corse qui commande en chef à Paris. Un double mouvement va se dessiner : d'une part, l'avilissement des institutions républicaines, l'écroulement du Directoire, — d'autre part, les exploits prodigieux d'un homme de guerre comme nul n'en avait encore vu. *Pendant que le régime descend, l'homme qui le détruira monte.*

La « descente » du Directoire, elle s'explique d'abord par la réaction de tout un peuple contre les excès révolutionnaires. On était las des pro-

messes trompeuses, des violences, des pillages, des assassinats légaux. La Révolution avait eu ses beaux jours, en 1789. Mais, après la Terreur, les mots *Liberté, Egalité, Fraternité*, n'étaient plus, aux yeux de beaucoup, qu'une amère dérision. La condamnation d'un roi débonnaire, et en somme très aimé de son peuple, avait secrètement révolté la majorité des Français. Les « régicides » faisaient horreur. On en connaissait dans le nombre qui s'étaient enrichis impudemment au cours des malheurs de la France. Le peuple, généralisant les cas particuliers, regardait les Conventionnels comme de « nouveaux seigneurs », dix fois plus haïssables que les anciens. Mais, se sentant détestés et menacés dans leurs richesses et leur pouvoir, les hommes de la Révolution ne se cramponnaient que plus avidement à leurs places. Ce désir de se perpétuer avait scandaleusement éclaté dans les décrets de fructidor an III, en vertu desquels les deux tiers des nouveaux députés, sous le Directoire, seraient des membres de la Convention. Sur 750 représentants (dont 250 au *Conseil des Anciens)*, les électeurs étaient donc contraints de choisir 500 conventionnels ! Il était prévu que si les électeurs se dérobaient, « ce nombre serait complété par ceux qui auraient été réélus dans son sein. »

Or, le pays avait bien montré sa réprobation. Il n'avait nommé que 376 conventionnels et écarté surtout les « régicides ». Les députés élus librement étaient presque tous connus pour leur hostilité au régime établi. Alors, les conventionnels réélus s'étaient hâtés de désigner 124 de leurs anciens collègues, des « régicides » surtout, pour prendre place dans les deux nouvelles assemblées. Mais, après le 13 vendémiaire, une réaction de « défense républicaine » s'était produite et, sous la pression des événements, les nouveaux Conseils avaient nommé cinq Directeurs « régicides » : Barras, Reubell, Larevellière-Lépeaux, Letourneur, Sieyès, et, sur le refus de ce dernier, Lazare Carnot. De la sorte, la voix populaire était frustrée de tous ses effets. On avait un « gouvernement de combat » ; le régime demeurait un régime de parti. De là, une inquiétude, un malaise constants dans le pays tout entier. De là, l'attente d'un « vengeur », qui serait aussi un « sauveur » et un « restaurateur ».

Dès la première heure, le gouvernement fut attaqué de deux côtés : à droite par les royalistes, vaincus en vendémiaire, mais plus agressifs que jamais, — à gauche par les jacobins extrêmes unis aux *communistes* de la première heure groupés autour du fameux Gracchus Babeuf. Ces derniers furent frappés les premiers. Mais le trouble persista. Les royalistes espéraient un prompt rétablissement de la dynastie et y travaillaient de leur mieux. D'autres attendaient un « inconnu ». Mais nul ne pensait au petit général corse.

Pour lui, il songe peut-être déjà à de grandes choses. Porté à un poste de premier plan, à un âge encore si jeune, il a le droit de nourrir les plus hautes ambitions. Mais il sent que l'heure n'est pas encore venue, qu'il lui faut du temps et des circonstances favorables pour s'émanciper d'abord des hommes au pouvoir, pour s'imposer ensuite au pays tout entier. Il n'est encore, aux yeux de la plupart, qu'un soldat de fortune, un homme sans relations, une créature de Barras le corrompu, le cynique, le jouisseur. On le met bien au dessous d'un Hoche, d'un Jourdan, d'un Kléber, d'un Moreau. Pour le moment, il comprend qu'il doit flatter Barras. Il affecte donc de marcher à fond avec lui contre les royalistes. Il sait qu'on l'a surnommé « le général Vendémiaire ». Il accepte provisoirement d'être le soldat jacobin, l'ennemi des « chouans », l'ami des terroristes. On le détestait : « Le commandant en chef de la force armée de Paris, dit un rapport de police du 1er nivôse, *ne jouit pas de la confiance publique.* »

Son aspect même le desservait :

« Sous ses longs cheveux en désordre, qui, le long de ses joues creuses, descendaient négligemment, en « oreilles de chien, » cette figure bilieuse où les os semblaient percer la peau et qui rappelait, disait Barras, celle du sinistre Marat, cette petite taille mal prise, « efflanquée, » ce corps maigre perdu dans un frac trop large, des gestes saccadés et comme d'un épileptique, cette parole rude et brève que rendaient plus étrange l'accent corse et une prononciation souvent défectueuse, et par surcroît le désordre de sa tenue frappaient désagréablement les visiteurs. « Je crois encore voir, écrira Thiébaut, son petit chapeau surmonté d'un panache de hasard assez mal attaché, la ceinture tricolore plus que négligemment nouée, son habit fait à la diable et un sabre qui, en vérité, ne paraissait pas l'arme qui dût faire sa fortune. »

A la vérité, tout cela ne faisait que préserver l'avenir de Bonaparte : on ne pouvait pas se défier d'un tel homme. Il n'avait pas le physique du dictateur populaire ; il excitait à rire. Barras en faisait des gorges chaudes, avec ses belles amies. Il passait dans les salons du Luxembourg comme un oiseau de nuit égaré en pleine lumière ; silencieux et sombre, il traversait la cohue et repartait souvent sans avoir desserré les dents. Le Directoire le considérait comme un simple instrument, le moins dangereux des hommes. Quand on décida de fermer le *Club du Panthéon*, où déclamaient les ex-terroristes et les babouvistes, la mission lui fut confiée. On crut sans doute mettre son loyalisme à l'épreuve, puisqu'il passait lui-même pour un extrémiste. On se trompait. Il fut fort aise de mettre les agités à la raison. Le 8 ventôse an IV, il parut au Panthéon, en chassa les clubistes et ferma les portes. Un jour contre les « chouans, » un jour contre les « anarchistes, » il se montrait complaisant, bon à toutes les besognes. Barras allait jusqu'à dire : « un niais. »

Bonaparte mit le comble à ce dédain de Barras en s'ouvrant à lui du dessein d'épouser une créole de mœurs faciles, Joséphine La Pagerie, veuve Beauharnais, qui était ou avait été la maîtresse du

Directeur. Elle avait alors 29 ans. Son mari avait joué un rôle dans la Révolution, avant d'être jeté à la prison des Carmes. Elle était venue l'y rejoindre, comme suspecte à son tour, et les deux époux, qui s'étaient séparés naguère, s'étaient réconciliés en face de la mort. Beauharnais avait été guillotiné le 5 thermidor, quatre jours avant la fin de la Terreur. Joséphine avait été libérée, grâce sans doute à l'intervention de Hoche, qui avait poussé assez loin une intrigue amoureuse avec elle et avait connu aussi le régime des Carmes.

La « veuve Beauharnais » aimait le luxe et les fêtes. Elle avait cherché à se faufiler dans les rangs des maîtres du jour. Tallien l'avait aidée ; Thérézia Tallien, elle-même femme à la mode, avait lancé Joséphine dans son monde. Et cette dernière avait trouvé le moyen de satisfaire son goût de somptuosité et de plaisir. Barras, roi du Directoire, avait fait de Joséphine une *merveilleuse* entre les *merveilleuses*. Frénilly écrira qu'elle passait pour avoir « beaucoup rôti de balais [1]. »

Justement Bonaparte avait eu un jour la visite du jeune Eugène de Beauharnais qui venait supplier le commandant de Paris de lui permettre de conserver, en dépit du décret ordonnant la remise des armes, le sabre de son père. Il s'était montré si aimable que la mère vint le remercier. Ce fut leur première rencontre. Le général en resta foudroyé.

« Elle était belle et surtout pleine de charme ; sous ses cheveux d'un noir traversé de roux sombre, le front pur, des yeux de velours, des lèvres de corail, un teint mat, ambré, sans fraîcheur, mais rosi par le fard. Encore cette beauté des traits, chez la fille des Iles, n'était-elle rien à côté de la grâce du maintien; celle-ci restera toujours enveloppante; une certaine câlinerie naturelle aux créoles et que son accent de la Martinique rendait plus séduisante, une certaine langueur dans les gestes, une constante disposition à plaire et à conquérir, tout cela inné certes chez elle, mais grandement mis en valeur par le désir de se faire, d'une façon ou d'une autre, une situation. Une mise élégante et même assez audacieuse, mais sans le laisser-aller de certaines dames d'après Thermidor, rehaussait sa beauté et augmentait son charme. »

Et en face de cette femme brillante et attirante, le petit Corse qui avait vécu en puritain, absorbé par ses études et paralysé par sa pauvreté, se trouva conquis du premier coup. Il était resté timide auprès des femmes. Mais il avait un tempérament fougueux, un sang très ardent. Rarement le mot « coup de foudre » fut mieux justifié. Il fut tout de suite amoureux à la folie. Et pourtant, tout entre eux était contraste. Il était rude, laid, mesquin, mal attifé, presque barbare, d'une moralité sévère et tranchante. Elle, sans principes moraux, nonchalante, insouciante, paresseuse, coquette, aimant le plaisir et la toilette. Il la prit pour ce qu'elle n'avait jamais été : « une grande dame » d'ancien régime. Elle lui laissa croire, toute sa vie, qu'elle avait été « présentée » à la Cour de Versailles. Il fut dupe de sa distinction. Il ne comprit jamais qu'elle n'était qu'une gracieuse et aimable aventurière.

Cette aventure sentimentale devait avoir les plus étonnantes conséquences. Il faut donc s'y arrêter. Bonaparte, non content de rendre la visite de Joséphine, multiplia les occasions de la revoir. Elle fut flattée de sa passion si visible. Elle le trouva « drolle », comme elle disait avec l'accent de la Martinique, à la fois gauche et audacieux, ne sachant pas tourner un compliment, s'y essayant toutefois, puis se montrant tout de suite violent dans ses élans, presque menaçant si on ne lui répondait pas assez vite. On a ses lettres. La première est encore timide (7 brumaire-28 octobre 1795) : « Je vous prie de me faire le plaisir de croire que personne ne désire autant que moi et n'est plus prêt à faire quelque chose qui puisse le prouver. » Mais il brûle les étapes. Bientôt il la tutoie. Il devient son amant. Mais il avait dès le principe songé au mariage, et il s'en ouvrit à Barras. Calcul de sa part ? Peut-être. Pour le roué Directeur, Joséphine était de celles que l'on courtise, mais que l'on n'épouse pas. Il vit pourtant d'un bon œil le projet du naïf général. Il se croyait sûr de le mieux tenir en tenant toujours sa femme. Mais elle commençait à le connaître, le voyait ombrageux et violent et tremblait pour son indépendance si chère. Elle l'amusait, mais se dérobait à ses avances matrimoniales. Lui s'en exaspérait. Donnons le ton de ses lettres :

« Quel est donc ton étrange pouvoir, incomparable Joséphine ? Une de tes pensées empoisonne ma vie, déchire mon cœur par les volontés les plus opposées, mais un sentiment plus fort, une humeur moins sombre me rattache, me ramène et me conduit encore coupable. Je le sens bien, si nous avons des disputes ensemble, tu devrais récuser mon cœur, ma conscience ; tu les a séduits, ils sont encore à toi... »

Elle le traînait partout maintenant. Il faisait la connaissance de ses amies et se grisait peu à peu de cette atmosphère déliquescente. Mais les muscadins riaient de ses manières et de son costume.

Pour un homme comme lui, cette initiation au monde n'était pas sans avantages. Il entendait, il questionnait, il s'instruisait, il réfléchissait. Il touchait à la fois au milieu gouvernemental et aux milieux de l'opinion, pesait la force des partis, éprouvait la faiblesse du gouvernement et la force cachée du pays. Il sentait le désarroi général, et comprenait pourquoi le régime ne pouvait répondre aux aspirations de la nation vers l'ordre, vers le travail, vers la prospérité et la paix. Toute la politique d'un Barras tenait dans le « jeu de bascule, » par lequel il frappait alternativement à droite et à gauche. Par ailleurs, les finances de l'Etat étaient dans la situation la

[1] « La duchesse de la Ferté avait une fille qui avait un peu rôti le balai. » (St-Simon). Nous disons dans le même sens : « mener une vie de barreau de chaise. »

plus pitoyable. C'est par là surtout que les gouvernements sont exposés à périr. Le Trésor était toujours vide, il avait fallu voter un *emprunt forcé sur les riches,* impôt démagogique qui avait indisposé les possédants, fait fuir la matière imposable. Le commerce et le travail en avaient immédiatement ressenti le contre coup. « Cette exaction, écrivait on, jette plus d'odieux sur le Directoire qu'on n'en ressentit jamais du régime de Robespierre. »

Par surcroît, l'emprunt dont on espérait 600 millions en avait produit 20. L'assignat s'était effondré. On avait créé, pour le renflouer, les *mandats territoriaux*. Mais la confiance n'existant pas, les *mandats* se dégonflaient à leur tour, perdant en un mois 74 °/₀ de leur valeur. Et le Trésor restait vide. Les ennemis du régime s'en réjouissaient.

Ces difficultés pourtant ne diminuaient en rien les ambitions politiques du Directoire. Une sorte d'orgueil religieux, un sentiment de supériorité presque infinie, provenant des institutions révolutionnaires que le pays s'était données, soulevait les dirigeants français. Ils se regardaient comme les maîtres naturels du monde, les éducateurs des peuples esclaves. Le minimum qu'ils pouvaient envisager était de ne pas déposer les armes avant d'avoir imposé à l'Europe la reconnaissance des *limites naturelles :* Rhin, Alpes et Pyrénées. Mais ils entendaient également détruire la capitale de la superstition, supprimer la papauté, créer partout des républiques sœurs. C'était perpétuer la guerre. Le traité de Bâle, en 1795, avait sans doute neutralisé la Prusse et l'Espagne. Il restait l'Autriche, les princes italiens sauf celui de Toscane, l'Angleterre. La Russie demeurait menaçante.

Le Directoire ne voyait pas que cette politique belliqueuse allait précisément détruire la République : d'une part, elle ferait soupirer le pays après la paix ; d'autre part, elle donnerait au général vainqueur l'occasion de se poser en libérateur du pays. Mais le Directoire ne pouvait plus s'arrêter. Dans sa vaste politique entraient des calculs peu glorieux : il fallait *occuper les soldats* au dehors, pour ne pas les redouter au dedans. Les Directeurs jacobins craignaient les généraux, sans l'avouer. Ils se paraient de leur prestige, mais s'offusquaient de leur popularité et de leur gloire. Reubell, dès le 2 fructidor an III (19 août 1795), avait dit, au sein du Comité de l'An III : « Nos armées rentrant dans un pays sans moyens pour récompenser les défenseurs de la patrie..., le mécontentement deviendrait bientôt universel. Elles prendraient nécessairement part à nos dissensions. » Cela était fort bien vu. Reubell, en devenant Directeur, n'avait pas changé d'avis. Au surplus, ce qu'on savait des troupes n'était pas fait pour rassurer. Soldats et officiers demeuraient fermement républicains, mais s'indignaient de l'incurie gouvernementale. Le temps n'était plus où les généraux tremblaient sous le regard des *commissaires aux armées,* qui, au moindre fléchissement, les envoyaient à la guillotine. On avait vu Biron, Houchard, Beauharnais, Fiers, Chancel, après Custine, monter à l'échafaud. Kellermann et Hoche avaient connu la prison. La hantise du soldat « heureux » poursuivait les maîtres du pays. « Le gouvernement militaire, avait dit Billaud-Varennes, est pire que la théocratie... L'histoire nous apprend que c'est par là que toutes les républiques ont péri. » Et quand Barrère paraissait, au sentiment de Robespierre, « trop faire mousser les victoires, » Saint-Just lui disait : « On verra sortir un jour de leurs rangs (des grands chefs) quelque ambitieux qui tuera la liberté. »

C'était pour cela que Robespierre junior, sans doute, avait poussé le maigre et insignifiant Bonaparte. Celui-là, au moins, on ne le craignait pas !

Mais depuis Thermidor les choses avaient changé. Les généraux se sentaient plus à l'aise. La chute de Robespierre avait fait croire que la République avait plus à redouter un « nouveau Catilina » (comme Robespierre) qu'un « nouveau César. » Désormais on laissait plus de latitude aux Jourdan, Hoche, Kléber, Moreau, Pichegru. Ils jouaient les proconsuls, dans leurs armées respectives. Il avait été question de faire entrer l'un d'entre eux au Directoire. Les soldats avaient reçu le droit de vote, en fructidor an III.

« En fait, chefs et soldats montraient maintenant, remarque M. Madelin, sinon l'intention de s'emparer de l'Etat, du moins un mépris éclatant pour la politique qui y prévalait. » Ils affectaient du reste un jacobinisme intransigeant. L'opposition libérale ou royaliste redoutait encore plus l'armée que le gouvernement. Des paroles menaçantes étaient recueillies de la bouche des militaires. Les officiers étalaient une rare insolence : « Tout ce qui n'est pas militaire, disait-on, est l'objet de leur dédain. » Par qui est on gouverné ? Par des « *péquins* » sans bravoure, par des « *avocats,* » par des gens qui pérorent et déclament pendant que les soldats se font « tuer pour la patrie ! »

Quant aux grands chefs eux-mêmes, s'ils sont plus modérés dans leur langage, ils n'en sont pas moins impressionnés et flattés, dans le fond, par ces sentiments des soldats. De plus, ils prennent l'habitude, dans les régions conquises, d'administrer, de diriger les affaires publiques. Ils y acquièrent une compétence qui leur fait juger de haut les gouvernants de Paris. On les entend parfois formuler des projets de Constitution : « Il nous faut, écrit Hoche à Chenin, en 1795, un gouvernement qui consacre, dans le fait comme dans le droit, l'égalité. Ce gouvernement ne peut être que le gouvernement républicain. *Mes idées fondaient un président électif, rééligible, deux Chambres, l'une entièrement élective, l'autre à moitié seulement.* » Voilà un texte singulièrement révélateur. Hoche veut donc une sorte de Sénat en partie héréditaire ou nommé par l'Etat. Il rêve du pouvoir d'un président élu. C'est déjà quelque chose d'analogue au Consulat. Moreau ne

dit rien, mais il est peu expansif. Pichegru prépare la restauration des Bourbons. Kléber se borne à critiquer avec rudesse. Il écrit à Marceau, le 24 frimaire an IV : « Si désormais le gouvernement ne nous donne pas un système de finance et une autre organisation de l'armée, pour la partie administrative, oh! alors, nous sommes f... » Un peu plus tard, ce même Kléber fera comme les autres, il aura aussi son projet de Constitution, comme Joubert et comme Jourdan.

Mais dès lors comment envisager la rentrée de tels hommes en France? « Ils viendront planter leurs choux, note Barras, mais ils n'ont pas même de choux à planter! » Donc, il faut continuer la guerre : la conclusion est inéluctable. Par opposition, les membres de la droite voulaient la paix. Ils repoussaient la prétention des « limites naturelles » ; on les appelait les gens « des anciennes frontières. » Ils désiraient une « paix raisonnable » ; les Directeurs comptaient au contraire sur une campagne triomphale, en 1796, qui aurait rendu du prestige à leur gouvernement et assuré une « paix glorieuse. » Jourdan et Pichegru avaient, en 1795, reçu l'ordre de refouler du Rhin sur le Danube les armées impériales. Mais l'opération, bien commencée, avait échoué par la trahison de Pichegru, acheté par l'argent des Bourbons. Pichegru avait été destitué avant d'avoir pu marcher sur Paris pour renverser le gouvernement. On l'avait remplacé par Moreau.

Pour 1796, Carnot avait repris le plan de l'année précédente, en l'élargissant. Pendant que Jourdan et Moreau passeraient le Rhin et pousseraient sur Vienne par le Danube, l'armée d'Italie, bien mal en point, serait remise sur pied et exercerait une « diversion » par la vallée du Pô. Carnot raisonnait en stratège. Ses collègues virent en plus l'intérêt qu'il y avait pour les finances de l'Etat, à bout de souffle, d'aller dans un pays riche rafler des millions. Il suffirait pour cela de confier l'armée d'Italie à un général fermement républicain, qui sèmerait la bonne parole républicaine dans la Péninsule, jetterait à bas les « despotes » et ferait payer aux populations *la liberté* qu'on leur apporterait! Et à tout cela, Larevellière, plus sectaire à froid que les autres, ajoutait la pensée de détrôner le pape et d' « étouffer dans sa capitale la superstition romaine. » Ainsi serait frappé à mort « l'infernal empire des prêtres. »

Mais qui choisirait-on pour cette croisade de la république et de la libre-pensée? Pas un incapable comme Schérer qui commandait cette armée d'Italie, mais n'avait jamais pu mettre sur pied un plan d'opération. Carnot prononça tout de suite le nom du petit Bonaparte. Il avait vu un plan de ce jeune général, justement sur les opérations en Italie. Ce plan n'était pas sans valeur. Restait à l'exécuter. Mais, après tout, il ne s'agissait que d'une « diversion ».

Carnot comptait donc sur lui. Larevellière le jugeait bon « philosophe » et propre à abattre l' « idole romaine ». Les autres le voyaient très bien, jacobin comme il l'était, renversant et bousculant les trônes des principicules italiens, à Turin, Parme, Modène, Florence et autres lieux. De plus, on le tenait pour probe; les millions qu'il trouverait sur sa route, il ne les garderait pas pour lui. Enfin, on l'estimait docile et sans ambition comme sans prestige, quoique non sans talent. Et c'est ici, comme le note Madelin, « le côté piquant et presque comique de l'aventure. »

« Ce petit général de guerre civile, qui n'avait même pas commandé une brigade devant l'ennemi, paraissait le moins dangereux des grands chefs, étant le plus obscur, le plus inconnu, — même de la troupe, — le moins accrédité près des états-majors, le moins fait, par sa petite taille, sa tenue sans éclat, son air maussade et sauvage, pour séduire les foules. Barras, qui se vantait de l'avoir attiré dans son intimité, eût, le premier, garanti que, quant à l'esprit, il était court, limité aux choses de la guerre et particulièrement de l'artillerie. Ils furent tous mystifiés sans qu'il eût sans doute délibérément cherché à les tromper, mais non sans que, d'instinct, il n'eût, en se faisant, depuis Vendémiaire, modeste, docile, et presque complaisant, favorisé leur erreur et encouragé leur dédain. »

Ajoutez à tout cela l'arrière-pensée de Barras. Il sait Bonaparte littéralement « fou » de Joséphine, son ancienne maîtresse. Il sait que Joséphine hésite à se lier à ce petit Corse ardent, mais bizarre et rude, à demi sauvage. Il veut quand même le mariage. Comme il poussera une autre de ses favorites, Mme Tallien, dans les bras du financier Ouvrard afin de surveiller celui-ci, de même il n'est pas fâché de tenir Bonaparte, quand on l'a choisi pour l'Italie, par l'intermédiaire de Joséphine, qui doit, elle, rester à Paris et qui, en toute naïveté, dira sûrement au Directeur tout ce que son mari lui écrira! La rouerie vient donc confirmer les calculs de la froide raison. Tout cela est digne de Machiavelli. Et voilà pourquoi 1° Bonaparte reçut le commandement de l'armée d'Italie, et 2° pourquoi un mariage dont ne voulaient ni les frères et sœurs de Bonaparte, ni les enfants de Joséphine, ni Joséphine elle-même, devait se faire et se fit réellement. Tels sont les dessous de la grande histoire!

Le 8 ventôse (26 février 1796), Bonaparte était nommé général en chef de l'armée d'Italie. Ce fut pour le public un étonnement et presque un scandale. Le 16 ventôse (5 mars), il se mariait, civilement bien entendu. L'acte de mariage était plein d'erreurs voulues : Bonaparte se vieillissait de dix huit mois, Joséphine se rajeunissait de quatre ans ; enfin, le petit Corse se donnait pour *né à Paris!*

Mais pendant que tout le monde s'ébahissait ou s'indignait de sa nomination, pendant que Dupont de Nemours écrivait à Reubell : « *Ne savez-vous pas ce que c'est que ces Corses?... Ils ont tous leur fortune à faire!* » lui s'était jeté sur les plans demandés au Dépôt de la guerre, sur les livres qu'il faisait prendre par vingtaine à la Bibliothèque nationale ; il étudiait fiévreusement

les campagnes de Catinat, de Vendôme, du prince Eugène, de Maillebois. Déjà il « battait de l'œil », comme il dira plus tard, Piémontais et Autrichiens, sachant, par une incroyable précision, où il les couperait, et même quand, après les avoir battus, il ferait son entrée dans Milan. Entre temps, il se jetait avec fureur dans les bras de sa singulière « fiancée ». Et trois jours après son mariage, il partait pour l'Italie.

II

L'armée d'Italie était dans le plus lamentable état. Elle comptait 43 000 hommes, presque tous du Midi. Mais c'était la plus disgrâciée des armées de la République. La solde n'était pas payée, les subsistances manquaient ; certains jours on ne touchait ni pain, ni vin. La troupe était presque en haillons. Les hommes, négligés, s'abandonnaient eux-mêmes : les cheveux hirsutes, la barbe longue, le corps crasseux et pouilleux, ils avaient l'air de brigands faméliques. « Toute la *ladrerie* de Provence et de Languedoc », devait écrire le poète Alfieri. L'indiscipline était la suite naturelle de cette misère. Rarement on aurait mieux vu comment il suffit *d'un homme* pour changer un troupeau en armée, pour remporter des victoires avec des soldats voués à la défaite.

Les chefs qui avaient commandé jusque-là : Carteaux, Dumerbion, Schérer, n'avaient pas su être des entraîneurs d'hommes. Il était réservé à Bonaparte de faire des prodiges avec de tels soldats. Les divisions avaient pourtant de magnifiques commandants : Masséna, Augereau, Sérurier, La Harpe. C'étaient tous de rudes guerriers et trois d'entre eux deviendront maréchaux de l'Empire. Mais justement, pour s'imposer à un Masséna, rude, frondeur, avide et jouisseur, à un Augereau, Parisien des faubourgs, aux manières triviales et communes, vaniteux et facilement séditieux, à un Sérurier, grave et instruit, à un La Harpe, venu de Suisse au service de la France, il faudrait une vraie supériorité, celle qui découle uniquement du génie.

Ils attendaient avec une hostilité mélangée de méfiance le petit « soldat de cabinet », le « mince mathématicien », le « soldat de guerre civile, » que Paris leur envoyait. « Ce Corse, écrivait le futur maréchal Suchet, n'a d'autre réputation que celle d'un *bon chef de pièces*. Comme officier général, il n'est connu que des Parisiens. Cet *intrigant* ne s'appuie sur rien. » Jamais chef ne fut précédé d'un pire renom !

Pendant que l'on débiatérait sur son compte, il brûlait les routes, étudiait ses cartes, dévorait les livres dans sa voiture. De temps à autre, il lançait une lettre enflammée à la femme qu'il laissait dans la capitale. Nous avons ces missives ; elles sont « volcaniques », délirantes. En passant à Marseille, il insista auprès de sa mère pour qu'elle envoyât à sa bru une lettre à peu près aimable qui semblait accepter sinon approuver le mariage, que toute la famille avait repoussé. On remarqua dès lors qu'il avait su prendre un air d'autorité qui en imposait.

Il arriva à Nice le 4 germinal (24 mars). « Devant ce petit homme maigre, efflanqué dans son uniforme porté à la diable, la figure blême sous les cheveux en désordre, « un vrai parchemin », dit un témoin, on s'esclaffa... Quand on l'entendit parler, ce fut encore pis : cet accent corse qu'imitaient aussitôt, en l'outrant, les loustics du régiment « pour amuser les camarades », paraissait bouffon. Le « gringalet » était grotesque. »

Il appela aussitôt à lui les divisionnaires. Tous quatre étaient des manières de géants auprès de lui. Ils l'abordèrent sans soulever leurs chapeaux. Adossé à la cheminée, il souleva le sien. Ils durent rendre le salut. Puis il se couvrit, mais en leur jetant un tel regard qu'ils n'osèrent l'imiter. En mots brefs, il exposa ses principes, ses idées, son plan, ses volontés. Ils étaient médusés. En sortant, Masséna aurait dit : « Ce petit bougre, il m'a presque fait peur ! »

L'intelligence affirmait sa primauté !

Le 31 mars, revue de l'armée. Il passa dans les rangs des soldats, leur causant, les questionnant familièrement. Puis, du haut de son cheval, il les harangua en phrases décousues, heurtées, désordonnées, mais brûlantes et enlevantes. Ce sont ces phrases cousues ensemble qui ont donné le fond de la fameuse *Proclamation du 3 germinal*, qui *n'a jamais été prononcée* : « Soldats, vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner, etc. » En réalité, cette proclamation résume les réflexions, les apostrophes, les encouragements qu'il donna en diverses occasions. D'emblée, il avait conquis ses hommes.

Son coup d'œil infaillible se montra en outre dans le choix de son état-major. Ses prédécesseurs n'avaient pas su l'organiser. Il discerna tout de suite Alexandre Berthier, qui devait faire auprès de lui la carrière extraordinaire que l'on sait. Il lui adjoignit Junot, Marmont, Murat, ses trois aides-de-camp. Comme commissaire civil, il avait Saliceti, un compatriote, qui dès l'abord fut conquis et servit sa fortune. En quelques jours tout fut prêt pour l'entrée en campagne. Jamais une telle puissance d'organisation ne s'était rencontrée !

En face de lui, il y a deux armées : 38.000 Piémontais, 31.000 Autrichiens, — plus un corps de 6.000 hommes faisant la liaison entre les deux. C'était une masse de 75.000 soldats opposés aux 37.000 combattants qu'il peut mettre en ligne, malades déduits. Mais les adversaires sont désunis. Trois vieillards les commandent : Colli, qu'on portait en civière ; Beaulieu, feld maréchal de 70 ans, rempli de dédain pour le *giovinastro* qu'on lui oppose ; et entre les deux le marquis de Provera, excellent homme, mais sans envergure. Le corps des officiers est également médiocre. « Mieux vaut encore à la tête d'une armée *un mauvais général que deux bons !* » devait écrire bientôt Bonaparte.

Son plan était simple : crever la liaison (Provera), puis se rabattre sur Colli et les Piémontais, enfin se retourner contre Beaulieu. Trois actes. Et il prévoit en outre qu'il ne s'arrêtera qu'au Tyrol, après avoir dicté la paix. Pour cela, il dédaigne, sans le dire, les instructions du Directoire. Il a son plan, qui domine toute la campagne et qui ne variera plus, quoi qu'on lui dise de Paris.

Le 2 avril 1796, l'armée quitte Nice au bruit des fanfares. Elle est toujours en guenilles ; la guerre habillera et nourrira les vainqueurs ! Bonaparte veille à tout. Il vit dans une double fièvre, celle de son amour conjugal, toujours aussi ardent et impétueux et qui s'exhale en lettres étonnantes, et celle de son commandement. Et l'une de ces fièvres semble allumer l'autre. Il écrit, le 7 avril, à Joséphine : « *Un souvenir de mon unique femme et une victoire du destin : voilà mes souhaits !* »

Le destin ! Voilà tout ce qu'il dit de la Providence ! Fils d'un siècle incrédule, il ne sait pas même ce qu'il croit. Il a pourtant le sens du mystère de la vie : « Qu'est-ce que l'avenir ? écrit-il encore à Joséphine... Quel fluide magique nous environne et nous cache les choses qu'il importe le plus de connaître ? *Nous passons, nous vivons, nous mourons au milieu du merveilleux...* »

Le 12 avril, le premier choc va se produire. Berthier écrit à Masséna : « Tout nous annonce que cette journée et celle de demain *marqueront dans l'histoire !* » (Ces jeunes chefs songeaient beaucoup à l'histoire). Berthier ne se trompait pas. Le 12, en effet, la division Augereau est jetée, à Montenotte, sur Provera, qui est délogé, enfoncé, rejeté. Premier coup d'éclat. « Ma noblesse date de Montenotte, » disait dans la suite Bonaparte. Dès le 12 au soir, la liaison était rompue entre Colli et Beaulieu. Ce dernier, toujours plein de mépris, se croit sûr de tourner le *giovinastro inesperto*. Il manœuvre en conséquence et s'éloigne ainsi du vrai champ de bataille. Le 13, Augereau se jette à l'ouest sur Millesimo et bouscule Colli, tandis que Masséna pousse Provera toujours plus loin et le force à capituler. Mais Bonaparte devance toujours les mouvements de ses troupes. « Il faut que nous couchions ce soir à Dego, » dit-il à Masséna, le 14 avril, à l'aube. Et après une nouvelle victoire, cette fois sur les Autrichiens, la volonté du chef se réalisait.

Mais Bonaparte n'a encore engagé qu'une partie de ses troupes. La division Sérurier entre en action. Il s'agit de mettre hors de combat les Piémontais en cinq jours, avant que les Autrichiens, abusés, aient eu le temps de se ressaisir et de venir à leur secours. Sérurier enlève ses soldats. Ils remplissent les ravins des échos d'une *Marseillaise* endiablée, arrive devant Ceva, où Colli s'était réfugié. Par d'horribles sentiers, Augereau y parvenait par un autre côté. Colli était encerclé. Le 16 avril, il se hâtait de quitter la ville, qui se rendait le 19. Sérurier le poursuivait. Bonaparte appelait à la rescousse les divisions Masséna et La Harpe. Il enveloppait de nouveau Colli, le 21, à Mondovi, prenait cette ville et forçait l'adversaire à la retraite.

Mais il songeait que les Piémontais n'étaient pas encore hors de cause, que Beaulieu allait arriver, qu'il fallait faire vite. Pour cela, il avait résolu de signer un armistice, contre la volonté du Directoire, avec le Piémont. Pour se faire pardonner, il envoyait à Paris Junot et son propre frère, Joseph Bonaparte, pour porter des drapeaux conquis, et une lettre flatteuse pour le Directoire. Il comptait aussi que de l'armée partiraient en même temps des lettres d'officiers et de soldats qui soulèveraient l'enthousiasme dans tout le pays en sa faveur. Il savait dès lors manœuvrer l'opinion. De fait, les chefs de tout grade exultaient : « Victoire ! Victoire complète ! » écrit Joubert, jeune général de brigade, à son père. « Depuis huit jours nous nous battons ! Huit régiments pris, drapeaux, artillerie... »

Quant à Bonaparte lui même, il écrivait à Barras :

« Je suis parti de Paris, le 23 ventôse. J'ai commencé la campagne, le 22 germinal. Jusqu'à aujourd'hui, j'ai livré six batailles à l'ennemi, je lui ai fait, en dix jours 12.000 prisonniers ; je lui ai tué 6 000 hommes, pris 21 drapeaux et 40 pièces de canon. Tu vois que je n'ai pas perdu mon temps et que j'ai répondu à votre confiance. J'ai trouvé dans Mondovi des ressources considérables et qui me mettront à même de faire cesser le pillage horrible auquel se livre une troupe manquant de tout. Les Autrichiens se renforcent tous les jours ; il faut que vous m'envoyiez du secours... J'ai ouvert la campagne avec 34.000 hommes d'infanterie et 3.500 hommes de cavalerie. J'ai besoin de grands secours pour ne pas être exposé à des revers ; l'ennemi est fort, brave et bien outillé... »

Il parlait ensuite de sa femme dont il désirait la venue, et finissait en se déclarant résolu à exécuter « les volontés du Directoire. » Ainsi feront toujours les hommes d'action, — un Lyautey, un Galliéni, — en face des « bureaux. » Mais avec la résolution de n'en faire pourtant qu'à leur tête ! Bonaparte leur a montré la route. Sa façon de prendre Barras pour confident était une rouerie pour s'assurer un défenseur au sein du Directoire. Il comptait aussi sur Saliceti, qui, entièrement conquis, suggérait au gouvernement de laisser faire le jeune chef à sa guise.

Le 24 avril, Bonaparte donnait ses ordres pour une suprême bataille à Cherasco. Elle lui fut épargnée : Colli était reparti vers Turin. Le gouvernement de cette ville se décidait alors à demander un armistice. Bonaparte, tout en feignant de n'avoir aucun pouvoir pour la paix, déclarait qu'une suspension d'armes « *le regardait seul.* »

Le 27 au soir, il recevait les négociateurs du roi de Sardaigne. L'un d'eux a laissé le récit de l'entrevue. Ils furent surpris de se trouver en présence de ce petit homme, négligé de tenue, mais courtois de manières, « les yeux rouges et fatigués, » le teint blême, la parole brève et tranchante. Il savait ce qu'il voulait. Il posa ses con-

ditions : remise des forteresses de Coni, Tortone, Alexandrie et Valenza, qui étaient les portes de la Lombardie. Comme les envoyés discutaient, il les laissa dire ; il tira ensuite sa montre et prononça : « Messieurs, je vous préviens que l'attaque générale est ordonnée pour deux heures (il était une heure du matin) et que, si je n'ai pas la certitude que Coni sera remis entre mes mains avant la fin du jour, cette attaque ne sera pas différée d'un moment .. » Puis, d'une voix plus coupante encore : « Il pourra m'arriver de perdre des batailles, mais on ne me verra jamais perdre des minutes par confiance ou par paresse. »

A 2 heures, l'armistice était signé, comme il le voulait. Aussitôt il se déraidit, changea de visage, parut séduisant, aimable, expansif, et étonna ses interlocuteurs par la solidité de ses connaissances et la force de ses réflexions. Les envoyés piémontais partirent stupéfaits.

Mais que dirait le Directoire, en apprenant que le général avait épargné un « despote » ? Prenant les devants, il écrivit à Carnot : « Je ne puis pas mettre en doute que vous n'approuviez ma conduite, puisque c'est une aile d'armée qui accorde une suspension d'armes pour me donner le temps de battre l'autre. » C'était bien le fond de sa pensée.

Mais avant de relancer son armée contre les Autrichiens, il marqua le coup au moyen de la proclamation du 26 avril (l'armistice n'étant pas encore signé) qui est restée célèbre et qui fut bien écrite de sa main :

« Soldats, vous avez, en 15 jours, remporté six victoires, pris 21 drapeaux, 55 pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont. Vous avez fait 15.000 prisonniers, tué ou blessé 10 000 hommes... Dénués de tout, vous avez suppléé à tout ; vous avez gagné des batailles sans canon, passé des rivières sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la Liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert... Mais, soldats, vous n'avez rien fait puisqu'il vous reste encore à faire !... Les plus grands obstacles sont franchis sans doute, mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il entre vous dont le courage s'amollisse ? Non !... Tous veulent dicter une paix glorieuse qui indemnise la Patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire : « J'étais de l'armée conquérante d'Italie ! »

Il communiqua cette magnifique harangue à Paris : il parlait encore plus pour la France que pour son armée.

Aussitôt, il réorganise ses troupes. Il a reçu 9.000 hommes de renfort sous Vaubois. Il reforme sa cavalerie, son artillerie, son avant garde où il mélange des *grenadiers* et des *carabiniers*, une idée à lui. Il a maintenant 42.000 hommes. Il a destitué le chef de son artillerie et l'a remplacé par Lespinasse qu'il apprécie.

Il reste pourtant inquiet, écrit lettre sur lettre au Directoire, sollicite une approbation qui ne vient pas, insinue, en la prêtant à Carnot, sa propre idée d'aller « donner la main à l'armée du Rhin et porter la guerre en Bavière » par le Tyrol. Il devine la fureur du Luxembourg, en voyant ses plans ainsi méconnus. Que voulait on de lui ? Le détrônement des « tyrans » italiens, la destruction du St-Siège, le pillage du trésor de Lorette. On le voyait donc s'enfonçant dans la Péninsule, et il ne parle que d'aller vers le Tyrol, au nord, au lieu du sud ! Avec une feinte soumission, il a le toupet d'écrire : « Si je n'avais pas rempli votre but et (si j'avais) fait une chose contraire à vos projets, *ce serait, je vous avoue, le plus grand malheur que je puisse imaginer...* »

Le Luxembourg, en dépit des rapports de Saliceti, n'est pas dupe. Il voudrait bien rappeler ce général indocile. Mais il est déjà trop grand ; il devient de plus en plus intangible ; l'opinion est toute remuée par le bruit de ses triomphes. Tout ce qu'on peut faire, c'est de retenir sa femme à Paris, tandis qu'il ne cesse de la supplier de venir auprès de lui, tant il est sûr de rester en Italie.

Cependant, la campagne reprend. Beaulieu, en apprenant l'armistice de Cherasco, a calculé que la remise de la place de Valenza, sur le Pô, signifie que Bonaparte veut passer sur la rive gauche du fleuve. Il va donc se poser derrière le Tessin. Mais Bonaparte, trompant l'attente de l'adversaire, file sur Plaisance, y passe le fleuve, remonte l'Adda et se trouve sur les derrières de l'ennemi. Un combat d'arrière-garde avertit Beaulieu de sa méprise. Il s'échappe en toute hâte, franchit le Tessin, le Lombro, enfin l'Adda, où il occupe le pont de Lodi, et se réfugie de sa personne à Crema, très à l'est.

Les Français ont aussi hâté leur marche. Le 10 mai, ils se massent devant Lodi. Une rude bataille, le 11, où les généraux et Bonaparte lui-même paient de leur personne, se livre autour du pont, qui est enlevé de haute lutte. On a cru voir, à côté de Masséna, le général en chef, un drapeau à la main, s'exposant à la mitraille. C'est une légende épique, mais qui va peser pour l'avenir. Un jeune peintre va reproduire la scène ; demain Paris s'arrachera la gravure ; la légende entrera dans l'histoire. On ajoute que les soldats, littéralement emballés, ont nommé le grand chef « caporal ». Et cela aussi est une légende. Mais Bonaparte laisse dire ; il sera à tout jamais « le petit caporal » ! Beaulieu, désemparé, éperdu, s'est réfugié dans Crémone. Aussitôt, Masséna est dirigé sur Milan et Augereau sur Pavie. Dans les deux villes on arbore les couleurs italiennes : vert, blanc, rouge. Le *Tedesco* détesté semble à tout jamais vaincu.

Bonaparte a toujours le souci de ce que pense le Directoire. Le 13 mai, il reçoit une lettre de Carnot. On ne lui ménage pas les compliments ; mais on lui dit nettement que la « diversion » opérée par lui est suffisante, que l'on n'approuve pas sa marche sur le Tyrol. On lui enjoint de laisser, sous Kellermann, une partie de ses troupes en Lombardie, de se mettre à la tête du reste et

d'aller procéder dans la Péninsule aux « exécutions » projetées.

Bonaparte en frémit d'orgueil blessé. Lodi, manœuvre de grand style, lui semble avoir prouvé ses capacités stratégiques. *Il se sent affranchi.* « Ce soir-là, écrira-t-il plus tard, je me regardai, pour la première fois, non plus comme un simple général, mais comme un homme appelé à influer sur le sort d'un peuple. *Je me vis dans l'Histoire !* » Et encore : « Ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint l'idée que je pourrais bien devenir, après tout, un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit la première étincelle de la haute ambition. »

C'est ce que l'on pourrait appeler : *l'émancipation de Bonaparte.*

Mais pouvait il mépriser le Directoire ? Il résolut de donner aux étranges maîtres de la France quelque satisfaction. Il choisit la plus sordide et la plus sûre : au lieu de détrôner les « tyrans », il leur vendit la paix et envoya les millions à Paris. Le duc de Parme fut taxé à 2 millions, celui de Modène à 7 millions et demi, plus deux millions de fournitures. Bientôt la riche Lombardie paierait 20 millions pour sa libération. Avec cette pluie d'or, que pourraient dire les Directeurs ? Entre temps, il a répondu au gouvernement. Il ne peut pas partager son commandement avec Kellermann. Et c'était là qu'il plaçait le mot cité plus haut sur le « mauvais général » valant mieux que « deux bons ». Il laisse entendre que la chute des « tyrans », qu'il rançonne, n'est que partie remise.

Mais il ne dit pas au Directoire qu'il a écarté, à Milan, les jacobins italiens, pour montrer ses sympathies aux hommes d'ordre : un Melzi notamment. Il ne dit pas qu'il a promis sa protection au clergé, à la religion catholique. Il feint de ne pas savoir si l'on doit permettre aux Milanais de fonder une République.

Il entre à Milan, le 15 mai, reçu aux portes de la cité par le comte Trivulzio, l'archevêque Visconti. Il leur parle en homme d'Etat, non en général révolutionnaire. Il les séduit par sa politesse et la hauteur de ses vues. Il va loger à l'archevêché. La foule l'a acclamé avec frénésie. Dans toute la ville on fait fête à nos soldats, encore déguenillés, mais gais, lestes, galants, et tout de suite à l'aise dans la féerie des réceptions qu'on leur ménage. Bonaparte seul reste austère et grave. Il organise la ville, fait nommer une municipalité, y fait entrer, de sa propre autorité, des modérés et des hommes sérieux. Son aspect frappe ceux qui le voient : « J'ai vu Bonaparte, écrit l'un d'eux. Il m'*a paru au-dessus de l'homme et il l'est en effet !* » Lui-même, il dit à Marmont, qui revenait de Paris et lui détaillait les nuances de l'opinion à son sujet : « Mon cher, *ils n'ont encore rien vu ;* la fortune ne m'a pas souri aujourd'hui pour que je dédaigne ses faveurs ; elle est femme et plus elle fait pour moi, plus j'exigerai d'elle... *De nos jours, personne n'a rien conçu de grand ; c'est à moi d'en montrer l'exemple.* »

III

Bonaparte n'a pas l'intention de s'endormir dans les douceurs de Milan. Dès le 20 mai, il avait acheminé ses divisions sur l'Adda, ne laissant qu'une faible garnison dans la capitale lombarde. Son but était toujours de pourchasser Beaulieu, de saisir la vallée de l'Adige et d'aller donner la main à Jourdan et Moreau, en Bavière.

Le 24, il quittait Milan pour le quartier-général de Lodi. A peine y est-il arrivé qu'il apprend que, derrière lui, Milan s'émeut et Pavie se révolte, ainsi que Benasco. Les contributions levées par Saliceti avaient provoqué un mécontentement général. Il rentre aussitôt à Milan, réunit les notables, y compris l'archevêque consterné, les rend responsables sur leur tête des troubles, envoie Lannes faire un exemple « horrible » à Benasco, et marche lui-même sur Pavie, qui est livrée au pillage et matée rudement. Il revient alors sur l'Adda, que ses troupes ont franchi, transporte son quartier-général sur l'Oglio, à Sonsino, entre à Brescia, en territoire vénitien, concentre son armée à Borghetto, force, le 27 mai, le passage du Mincio, pousse sur Peschiera et occupe toute la ligne de l'Adige, mettant en fuite de nouveau Beaulieu, dont les débris d'armée se réfugient dans Mantoue.

Des envoyés de Venise viennent réclamer contre la violation de leur territoire. Il les reçoit sèchement, leur reproche de n'avoir pas su défendre leur neutralité contre l'Autriche et déclare que la République des doges doit se résigner à l'occupation de son territoire. Il fait donc, le 3 juin, son entrée dans Vérone et investit Mantoue.

Mais alors les ordres du Directoire se font plus pressants. On lui rappelle qu'il doit laisser là les Autrichiens, se porter sur l'Italie centrale, y procéder aux exécutions prescrites.

Il juge qu'il lui est impossible de se dérober plus longtemps, bien résolu du reste à limiter l'opération au strict nécessaire.

Il laisse donc Masséna sur l'Adige et marche sur Florence. Son dessein n'est pas de renverser des trônes, mais d'obtenir des subsides, de lever des contributions et de signer des traités d'alliance. Il rencontre Miot, qui représente Florence, lui confie sa pensée, entre par lui en rapport avec le prince Pignatelli, qui représente le roi des Deux-Siciles, le terrifie et l'oblige à signer un traité qui fait sortir Naples de la coalition antifrançaise.

Mais Bonaparte ne s'attarde pas dans le centre de l'Italie. Il est toujours tenaillé par la pensée de sa femme, qu'il a des raisons de suspecter. Il jette, en post-scriptum d'une lettre à Barras, toute en style administratif, ces lignes étonnantes : « Je suis au désespoir. Ma femme ne vient pas. Elle a *quelque amant qui la retient à Paris.* Je maudis toutes les femmes, mais j'embrasse de bon cœur mes bons amis. » Et il est sincère, mais, écrivant à l'ancien amant de sa femme, ces lignes visent aussi à insinuer une explication de ses

hésitations à obéir aux ordres du gouvernement. Il est revenu en effet à Milan, pour écrire cette lettre. Il repart ensuite pour Tortona, en route pour Bologne, écrit de nouveau une lettre déchirante à Joséphine, avec la quasi-certitude que Barras le saura, feint de vouloir aller à Paris pour la revoir, se déclare prêt à mourir. Encore une fois : sincérité et calcul tout ensemble. Toute sa vie, il sera de même, utilisant pour ses desseins jusqu'aux transports de ses colères de tigre.

Et il arrive à ses fins. Joséphine part enfin de Paris, et elle apporte une lettre de Carnot expliquant que c'est le Directoire même qui l'a retenue. Le gouvernement pouvait donc croire que cette contrariété conjugale était la vraie cause de ses airs de désobéissance aux plans officiels.

Par Tortona, Parme, Modène, il arrive à Bologne, le 20 juin, est reçu par le légat pontifical, cardinal Vincenti, ne livre rien de ses arrière-pensées, ni dans un sens ni dans l'autre, franchit les Apennins et, par Pistoia, gagne Lucques qui doit s'inféoder à la France, puis expédie Murat et un corps de cavalerie sur Livourne où quelques millions de marchandises anglaises furent raflées, pour satisfaire la cupidité directoriale. Le 25 juin, il était à Florence, où le grand duc lui faisait bon accueil. Il envoyait de là à Rome un diplomate, Cacault, qui lui servirait plus tard aux négociations du Concordat, et qui lui rapporta de la Ville éternelle de bonnes promesses du pape Pie VI.

La paix étant assurée sur ses flancs, il juge son dessein rempli, écrit au Directoire que la menace autrichienne l'oblige à revenir vers le nord, que la « vieille machine » du pouvoir pontifical « se détraquera toute seule » et qu'il lui faut regagner en toute hâte son quartier-général de l'Adige.

Il quitte en effet Florence, le 1er juillet, repasse à Bologne et rentre, le 13, à Milan. Il y trouve enfin Joséphine, mais ne s'attarde que quatre jours auprès d'elle et repart pour l'armée.

Les opérations vont reprendre. Depuis un mois Mantoue résistait à tous les assauts. L'Autriche en avait conçu l'espoir de relever son prestige. Beaulieu a été remplacé par Wurmser, qui amène au Tyrol une armée de 70.000 hommes. Elle descendra par les deux rives du lac de Garde et prendra les Français (40.000 seulement) entre deux feux.

Bonaparte ne perd pas cette occasion de prouver au Directoire qu'il avait eu raison de redouter ce retour offensif de l'ennemi. Il souligne, sans en avoir l'air, qu'on l'a mis en mauvaise posture. Il écrit au Directoire le 31 juillet : « Voici la malheureuse position de l'armée : l'ennemi a percé notre ligne sur trois points ; il est maître de Corona et de Rivoli, postes importants ; Masséna et Joubert ont été obligés de céder à la force ; Sauret a abandonné Salo ; l'ennemi s'est emparé de Brescia. » Tout cela était vrai, encore que Bonaparte, sûr de lui, noircit un peu les choses, pour mieux faire valoir et la justesse de ses prévisions et les manœuvres qu'il avait dans l'esprit pour rétablir la situation.

Il a remarqué que pour mieux l'encercler, Wurmser a fait la faute de diviser ses forces. Son dessein sera donc de battre successivement les deux parties de son armée. Ce sera, comme au début de la campagne, affaire de célérité et de précision dans les calculs. Il imitera la même tactique dans la campagne de France, en 1814.

Il se tourne d'abord contre Quasdanovitch, qui, par Brescia et la rive ouest du lac de Garde, prétend lui couper ses communications. Il rappelle à lui Sérurier qui assiège Mantoue, concentre toute son armée entre le Mincio et l'Oglio, au sud du lac de Garde. Quasdanovitch avance jusqu'à Lonato. Un choc violent s'y produit, le 3 août. Déjà l'ennemi croit avoir coupé la retraite sur Milan aux Français. Mais Bonaparte arrive avec toutes ses forces, Quasdanovitch est rompu, son armée refoulée en désordre, poursuivie jusqu'à Salo, décimée et en partie capturée. Puis, avec la rapidité de l'éclair, notre armée se retourne contre le gros de Wurmser, qui se croit déjà sûr de la victoire. Augereau se jette sur lui à Castiglione (il sera plus tard duc de Castiglione). Le combat, le 5 août, est acharné. « A la fin, écrira le capitaine Rattier, l'ennemi est obligé de céder *à notre rage,* malgré qu'ils soient, sans exagérer, le double plus nombreux que nous. Nous leur prenons 2.000 prisonniers, 15 à 16 bouches à feu et beaucoup de bagages. »

Wurmser a eu beau, pendant des heures, « bourrer » de toutes ses forces, il est contraint à la retraite. 35.000 Français ont mis en déroute 75.000 Autrichiens. « Après ces combats, déclare Marmont qui en était, tout était possible et tout pouvait être tenté. » On sentait, on touchait du doigt que ces succès sans précédents étaient dus aux savants calculs du chef.

Après ces rudes journées, des deux côtés on éprouve le besoin de se refaire. Durant vingt jours, point d'opérations nouvelles. Mais Wurmser a reçu des renforts : il a de nouveau 70.000 hommes à nous opposer. Bonaparte a reçu aussi quelques troupes. Mais il devine les desseins de l'adversaire, qui prétend de nouveau l'encercler. Et il entend bien tourner lui-même le vieux maréchal.

Il se jette d'abord, le 1er septembre, sur son lieutenant, Davidovitch, qui occupe la haute Adige, le bat à Roveredo, puis à Calliano, le refoule sur Trente, l'en chasse encore, puis, le jugeant hors de cause, laisse un rideau devant lui et se porte sur la Brenta, menaçant ainsi les communications de Wurmser. Il le prend à revers, pousse devant lui ses arrière-gardes, à Primolano, gagne Bassano, où il les refoule de nouveau, et enfin oblige Wurmser à se réfugier dans Mantoue, qui, pour la seconde fois, est investi. En vain, Wurmser tente-t-il de rompre le cercle ; il est battu, le 20 septembre, au combat de San-Giorgio. En trois semaines, — 1er au 20 septembre, — les Autrichiens ont perdu 27.000 hommes. Marmont part pour Paris avec 22 drapeaux.

Mais l'Autriche commence à s'enrager à ce jeu. Délivrée de tout souci sur le Rhin et le Danube,

par la retraite des armées de Jourdan et de Moreau, elle concentre toutes ses forces sur l'Italie. Une gloire plus éclatante en rejaillira sur Bonaparte. Un furieux fanatisme unit désormais ses soldats à leur chef. Celui qui n'était chargé que d'une « diversion » va porter, à lui tout seul, tout le poids de la guerre. Mais ses hommes et ses officiers le croient infaillible et lui, il a foi « dans son étoile ». Il aurait pu dire déjà, comme en 1814 : « Cinquante mille hommes et moi, cela fait cent mille ! »

Une nouvelle armée autrichienne a été confiée au hongrois Alvinczy. Elle a pour mission de dégager Wurmser, d'encercler, avec une masse totale de 75.000 impériaux, y compris la garnison de Mantoue, les 38.000 hommes dont dispose Bonaparte.

De fait, sous la poussée des assaillants, Masséna recule de la Brenta sur Vérone, Vaubois lâche le plateau de Rivoli. Alvinczy s'établit dans les fortes positions de Caldiero ; aucune attaque de notre part ne réussit à l'en déloger. Bonaparte semble cette fois mis en échec. Que va-t-il faire ? Il a fixé le terrain de la bataille décisive : elle se livrera à Arcole, village situé sur le Monte-Forte, mais entouré de marécages coupés de deux chaussées où l'ennemi ne peut se déployer. De la sorte la supériorité du nombre ne joue plus. Mais comment attirer l'ennemi où il veut ? Il feint de lever, pour la seconde fois, le siège de Mantoue, de se retirer sur Milan. Le 14 novembre, il quitte Mantoue ; mais à Ronco il fait brusquement à droite, franchit l'Adige et se jette sur Arcole que le maréchal Alvinczy vient d'occuper. L'attaque fut extrêmement dure. On vit là ce qui n'avait été à Lodi qu'une légende : le général en chef, précédant Augereau lui-même, un drapeau à la main et entraînant ses troupes à l'assaut. On le vit jeté dans la vase et à grand'peine sauvé par ses aides-de-camp. « Le général en chef, écrit Joubert à son père, a chargé à pied avec son état-major ; il a été précipité dans le marais jusqu'au col. »

Le lendemain, la bataille recommence avec rage. Arcole est pris et repris. Dans la nuit du 16 au 17, Bonaparte fait passer l'Alpone en amont par Augereau et le jette sur Arcole par la rive gauche, tandis que, par la droite, Masséna, enlevant le pont, assaille aussi le village à revers. Cette fois, Alvinczi est vaincu. Non seulement il lâche Arcole, mais sa forte position du Caldiero, et, le 18, bat en retraite sur Vicence. Il restera inactif près de deux mois.

Cependant le Directoire était de plus en plus ému par la popularité du jeune général, de plus en plus impatient de ses désobéissances. Bonaparte recevait des flots d'instructions. Il apprenait que les négociations avec le St-Siège étaient rompues, que Paris exigeait une rupture formelle, voulait les « exécutions » toujours promises et toujours différées. Bonaparte suivait invariablement son idée. La Lombardie, de son aveu, s'était érigée en *République transpadane*. Le 16 octobre, un congrès de Ferrare, Bologne, Reggio, Modène, avait proclamé la *République cispadane*. Puis Bonaparte avait écrit fièrement au Directoire : « Toutes les fois que votre général en Italie ne sera pas *le centre de tout*, vous courrez de grands risques. » Et se sachant soutenu par l'opinion, considéré par tous comme l'homme indispensable, il osait risquer — pour la deuxième fois — d'offrir sa démission, si on ne l'approuvait pas en tout. En somme, il exigeait les pouvoirs d'un Proconsul. Il n'oubliait pas pour autant de rappeler ses services : — « L'armée d'Italie, disait-il, a produit, dans la campagne d'été, 20 millions à la République, indépendamment de la solde et de la nourriture ; elle peut produire le double dans la campagne d'hiver... Rome et ses provinces, Trieste et le Frioul, même une partie du royaume de Naples deviendront notre proie. »

Et il ne craignait pas, en terminant, de signaler les désordres de l'administration, le gaspillage des finances du pays. Décidément, il devenait terrible pour les gouvernants. Le Directoire, effrayé, lui avait donné, le 28 octobre, les pleins pouvoirs qu'il réclamait.

Mais on résolut de lui enlever le fruit de ses victoires, en négociant la paix. Le général Clarke fut envoyé à l'Autriche. On n'osa pourtant pas ne pas consulter le général victorieux. Clarke dut venir le trouver. Il le rencontra le 29 novembre à Milan, revenant d'Arcole. Mais il fut tellement ébloui, fasciné, stupéfait de ce qu'il vit et entendit, du prestige formidable du jeune *Imperator*, entouré d'honneurs, de respect, de terreur, de popularité, qu'il ne put lui cacher le secret de sa mission, ni l'état déplorable de la France.

En recevant de telles confidences, qui allaient bien au-delà de ce que le Directoire comptait faire savoir à Bonaparte, celui-ci calculait que le don de la paix à la France rendrait celui qui l'apporterait si populaire qu'il pourrait tout et qu'il serait accueilli comme le restaurateur de la nation.

Il convainquit Clarke que l'Autriche n'était pas encore assez abattue.

Le plénipotentiaire, complètement conquis, ne quitta pas Milan !

Pendant ce temps, l'Autriche, loin d'être disposée à traiter, faisait un suprême effort. Une nouvelle armée de 80.000 hommes était confiée à Alvinczy pour en « finir » avec Bonaparte. Il devrait délivrer Wurmser et ses 17.000 hommes enfermés dans Mantoue. Près de 100.000 hommes n'auraient pas de peine à écraser les 40.000 « fatigués » de l'adversaire. Jamais l'Autriche ne s'était crue plus proche de la victoire ! Par surcroît, Bonaparte, épuisé de soucis, de veilles, de dépits amoureux, de transports de toute sorte, était malade, à bout de forces. Mais la volonté demeurait invincible. Quand il quitta Vérone, le 7 janvier 1797, pour recommencer la campagne, on aurait dit un spectre.

Le 12 janvier, l'attaque d'Alvinczy parut imminente sur le plateau de Rivoli, occupé par Jou-

bert. Dans la nuit du 13 au 14, Bonaparte se porta en personne sur Rivoli, appelant Masséna pour flanquer la division Joubert, à gauche. A dix heures, l'ennemi attaquait. « Dans la direction de Colombara, rapporte Thiébault, les crêtes des montagnes se couvraient de troupes autrichiennes qui claquaient des mains, comme si elles nous tenaient déjà. A cette apparition, tous les regards se portèrent sur le général Bonaparte ; mais, après un court examen, il se borna à dire : « Ils sont à nous ! » Le mot courut instantanément les rangs ; le « petit caporal » allait faire voir aux « Kaiserlicks » qu'il n'était pas encore mort... » Toutes les attaques autrichiennes furent en effet brisées. Puis survint le général Mounier qui avait bousculé l'ennemi, au nord-ouest de Rivoli, en le prenant à revers. Bonaparte le félicite, se saisit de sa colonne, en forme un groupe d'attaque, l'appuie d'autres colonnes et jette le tout sur les crêtes qu'occupent les ennemis. L'abordage fut terrible. Mais les Autrichiens, canonnés à outrance, perdent pied et sont jetés dans les ravins. Murat et la cavalerie les chargent avec fureur. Là, un jeune colonel de 23 ans se signale par son mordant incomparable : le jeune Lasalle ; l'état-major, témoin de ses exploits, l'acclamait à outrance.

Le soir, 22.000 prisonniers restaient aux mains de Bonaparte, Alvinczy fuyait vers le nord. Il avait suffi de cet assaut endiablé pour briser une armée de 80.000 hommes ! « Bonaparte, pâle comme la mort sur son cheval noir, » voyait les soldats jeter à ses pieds les drapeaux conquis : une trentaine. Lasalle, blême aussi d'épuisement, en apportait une demi-douzaine à lui seul. C'est alors que Bonaparte, avec ce sens du dramatique qui lui était naturel et faisait délirer ses soldats, lui cria, en montrant les drapeaux : « *Couche-toi dessus, Lasalle, tu l'as bien mérité !* »

Mais on ne se reposait guère avec le terrible homme. Le soir même de Rivoli, il jetait Masséna aux trousses de Provera, qui, avec 15.000 hommes, avait reçu la mission de délivrer Mantoue. Rattrapé, encerclé, il fut réduit à se rendre avec tout son corps. Wurmser, à bout de souffle, capitulait le lendemain.

La partie était bien perdue pour l'Autriche et perdue en un seul jour ! Pour ses hommes, Bonaparte était devenu un jeune dieu, faiseur de miracles, invincible, incomparable. Masséna, Augereau, Brune ne tarissent pas d'éloges. Des centaines de lettres arrivent à Paris, qui chantent sa gloire. Dans les cabarets de la capitale, racontait le père de Michelet, simple artisan, on ne buvait qu' « à sa santé. » Les femmes, en évoquant Lodi et Arcole, où il s'était exposé, tremblaient pour sa vie. On exaltait aussi en lui le grand Républicain, le général « jacobin », détesté des royalistes. On remarquait qu'il était aussi grand administrateur et organisateur que grand capitaine.

Le Directoire, hostile, est débordé, entraîné par l'opinion. Carnot, le plus buté, se croit obligé d'écrire à Bonaparte, le 3 janvier : « Vos intérêts sont ceux de la République, votre gloire celle de la nation. *Vous êtes le héros de la France entière !* » Après Rivoli, ce fut bien autre chose. Clarke reçut l'ordre de ne rien faire « sans l'aveu de Bonaparte » ; et Clarke n'avait pas besoin de cette recommandation. On n'osait plus lui redire d'aller détrôner le pape. On ne lui donnait plus d'ordres, mais on formulait seulement « des vœux. »

Il jugea bon, toutefois, dès qu'il fut un peu remis des fatigues qui l'avaient tenu au lit quelques jours, de faire semblant d'entrer dans les vues du gouvernement et de menacer Rome. Mais il était bien décidé à ne pas dépasser la menace et à rassurer en sous-main le pape. Le 22 janvier 1797, il avait fait écrire au cardinal Mattei, secrétaire d'Etat : « Quelque chose qui puisse arriver, je vous prie d'assurer *Sa Sainteté* (remarquons cette expression respectueuse) qu'elle peut rester à Rome, sans aucune espèce d'inquiétude. *Premier ministre de la religion, il trouvera, à ce titre, protection pour lui et son Eglise...* Mon soin particulier sera de ne point souffrir qu'on apporte aucun changement à la *religion de nos pères.* » C'étaient là des paroles bien inattendues de la part d'un général jacobin !

Il savait pourtant que l'entourage du pape continuait à considérer la France révolutionnaire comme une nation-Antéchrist. Il voulut peser sur la Curie, mais à distance. Il partit donc le 1er février 1797 et, par Reggio, gagna Bologne. Il pouvait aller de là sur Rome. Pas du tout : il se dirigea, par Forli, sur Ancône. Dans son cerveau montait déjà le mirage de l'Orient, qui avait toujours hanté son imagination étrange. Il entra dans Ancône, le 5 février. Une sorte d'ivresse, qu'Albert Sorel a bien notée, se saisit de lui. Il allait écrire au Directoire, le 15 février : « On va de là... en dix jours à Constantinople... Il faut que nous conservions le port d'Ancône à la paix générale et qu'il reste français ; *cela nous donnera une grande influence sur la Porte ottomane* et nous rendra maîtres de la mer Adriatique, comme nous le sommes, par Marseille et l'île de Corse, de la Méditerranée. »

Et cela était écrit aussi pour expliquer son arrêt prolongé à Ancône, où il attendait les envoyés du pape. Il y apprenait que l'Autriche avait levé encore une armée, qu'elle la confiait à l'archiduc Charles, un jeune général comme lui. Il apprenait aussi que Hoche allait entrer en Allemagne et marcher sur Vienne par le Danube. Il ne voulait ni se laisser surprendre par l'archiduc, ni se laisser devancer par Hoche. Le 13 février, il avait envoyé un ultimatum au cardinal Mattei. Le 17, il partit au-devant des plénipotentiaires pontificaux et les rencontra, le 19, à Tolentino. Il les reçut avec sévérité, exigea la cession des Légations et d'Ancône, la renonciation à Avignon et

au Comtat, la fermeture des ports aux Anglais, 30 millions d'indemnité, la livraison d'une centaine d'objets d'art, amende honorable pour le meurtre, en 1793, du ministre français à Rome, Basseville, la remise du général Colli, réfugié à Rome, le bannissement du cardinal Albani. Les envoyés romains se récrièrent, le supplièrent. Il feignit d'être sourd et donna l'ordre de marcher sur Pérouse. Alors ils se jetèrent à ses pieds. C'est ce qu'il avait voulu. Il renonça aux trois dernières clauses, jugées les plus humiliantes, et le traité fut signé [1].

Puis il partit promptement pour la Lombardie.

IV

Il était temps. L'archiduc Charles descendait des Alpes carniques sur l'Adriatique, évitant le lac de Garde, qui s'était montré fatal dans les dernières opérations. Il pensait franchir le Piave, marcher sur Padoue, tourner l'armée française cantonnée autour de Vicence. Il comptait sur ses talents de stratège éprouvés contre Jourdan et Moreau.

Mais Bonaparte était un autre homme. De plus, il avait reçu les renforts demandés : les divisions Vaubois et Bernadotte, venues de l'armée du Rhin et jalouses des lauriers conquis par l'armée d'Italie, jusque-là regardée comme nulle.

L'archiduc Charles voulait le tourner par sa droite, au sud. Bonaparte résolut de tourner la droite de l'archiduc, par le nord. Il marcha lui-même sur le Piave, envoya Masséna sur les montagnes au nord de Feltre, Joubert sur la crête même des monts. Il disposait maintenant de 60.000 hommes de troupes fanatiques et enthousiastes. Masséna atteignit rapidement la haute vallée du Piave, marcha sur Bassano, puis Carineto, enleva les postes importants laissés par l'archiduc à la garde du Piave et poussa hardiment sur Bellune, faisant 14.000 prisonniers et acculant à Fontana deux généraux autrichiens, dont l'un était capturé. De ce fait, l'archiduc était déjà menacé sur sa droite, tandis que Bonaparte l'attaquait de front sur le Piave inférieur.

Il se replia sur le Tagliamento. Mais Masséna avançait toujours sur le flanc des Autrichiens. L'archiduc songea un instant à disputer le passage de la rivière à Bonaparte. Mais celui-ci fit tâter les gués et jeta hardiment dans l'eau son infanterie soutenue par une bonne artillerie. Bernadotte criait à ses hommes, avec sa belle voix aux accents gascons : « Soldats de Sambre-et-Meuse, l'armée d'Italie vous contemple ! » Les uhlans autrichiens chargent nos fantassins au sortir de la rivière glacée. Mais Murat a franchi le Tagliamento, lui aussi, par les gués ; il se rue sur l'adversaire, le repousse, et le passage du fleuve s'achève. L'archiduc contre-attaque avec force. Mais la division Guieu, qui a franchi l'eau plus au nord, tombe sur sa droite. Palmanova, clé de la position, est enlevé par Bernadotte. L'archiduc doit encore reculer, derrière l'Isonzo. Là, sa position est toujours en péril : Masséna et Joubert le menacent sur ses derrières, Bonaparte le pousse de front. Nos troupes sont entrées en terre autrichienne. L'archiduc, refoulé une fois de plus de Gradisca, n'a plus où s'accrocher.

Le 7 avril, Bonaparte arrive à Leoben, petit village situé à vingt lieues de Vienne. Il y reçoit deux plénipotentiaires autrichiens. Ils ne viennent plus, en simples parlementaires, solliciter un armistice, mais une conférence en vue de *préliminaires de paix*. Vienne était prise de panique. Il fallait à tout prix arrêter le terrible adversaire. Et l'on calculait qu'il serait fier de négocier des « préliminaires, » que l'on espérait bien pouvoir rompre quand on aurait repris un peu de souffle.

Le Conseil aulique ne s'était pas trompé sur le premier point. Mais il s'illusionnait grandement sur le second.

Bonaparte reçut avec une extrême courtoisie les généraux Beauregard et Merveldt, envoyés de l'Empereur. Mais la situation générale nous était extrêmement favorable. Clarke avait signé la paix avec Turin ; la Savoie entrait dans notre alliance et devait fournir un corps de 9 000 hommes pour combattre à nos côtés. Hoche et Moreau allaient entrer en campagne. Mais Bonaparte voulait avoir tout de suite, par lui même, ce que l'offensive sur le Rhin pouvait obtenir. Autant le Directoire désirait lui arracher les négociations pour les transporter à Paris, autant il ambitionnait l'honneur de tout diriger, de tout régler, de tout terminer en personne. Il mena donc les pourparlers tambour battant, sut parler haut et ferme, si bien que *vingt quatre heures seulement* après que Merveldt, revenu de Vienne avec de nouvelles instructions et assisté cette fois d'un fin diplomate, Gallo, avait repris les débats, les préliminaires étaient signés : l'Autriche cédait les Pays-Bas, s'engageait à *reconnaître* (terme laissé vague à dessein) les frontières « constitutionnelles » de la République française (on entendait par là les fameuses « frontières naturelles »), moyennant d'équitables dédommagements fournis par la France. Des articles secrets précisaient que l'Autriche renonçait à la Lombardie. Quant à la « compensation, » on la prendrait en Vénétie. La République des doges recevrait, à son tour, les Légations du pape, cédées à Tolentino.

[1] Par une omission voulue, il n'avait soufflé mot du désaveu exigé par Paris de toutes les condamnations portées par Rome contre la Constitution civile du clergé. A Rome, on fut convaincu que ce général jacobin, représentant d'un gouvernement athée, avait sauvé le Saint-Siège. Il adressa au Directoire cette lettre explicative :

« Trente millions valent pour nous dix fois Rome, dont nous n'aurions pas tiré cinq millions (toujours ces calculs sordides avec un gouvernement vénal !)... Cette vieille machine se détraquera toute seule... Je n'ai point parlé de religion, parce qu'il est évident que l'on fera faire à ces gens-là, par la persuasion et l'espérance, beaucoup de démarches qui pourraient être alors vraiment utiles à notre tranquillité intérieure. Si vous voulez me donner vos bases, je travaillerai là dessus »

Le 18 avril, Bonaparte et les envoyés autrichiens signaient les papiers et les adressaient à leurs gouvernements respectifs.

Et, pour forcer la main au Directoire, Bonaparte offrait encore une fois sa démission : « Je vous demande du repos... ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux... *Ma carrière civile sera, comme ma carrière militaire, une et simple !...* » Etranges paroles. Il affectait de parler comme quelqu'un qui ne songe plus qu'à la retraite, à 27 ans !

Or, le 17 avril, jour de Pâques, les Français avaient été assaillis dans Vérone et en partie massacrés par la populace. Ces « Pâques véronaises » fournirent bien à point un prétexte pour supprimer la République de Venise. Bonaparte vit là une belle occasion de faire pression sur son gouvernement. Il saisit la balle au bond. Ce qu'on pouvait en effet lui reprocher, ce serait de n'avoir pas assez précisé la frontière française sur le Rhin. Il songea tout de suite : « Venise paiera pour le Rhin. » Il écrivit donc, le 22 avril, au Directoire : « Les préliminaires seront susceptibles, à la paix définitive, de toutes les modifications que vous pouvez désirer. *Les Etats vénitiens vont se trouver à votre disposition...* Je pense que nous obtiendrons 1° les limites du Rhin ou *à peu près ;* 2° la République lombarde accrue du Modenais, du Bolonais, du Ferrarais et de la Romagne. »

Dès le 30 avril, les plénipotentiaires autrichiens avaient rapporté la ratification des préliminaires.

Hoche et Moreau venaient seulement d'entrer en action et poussaient devant eux les ennemis. Mais Bonaparte avait été plus prompt. Le Directoire, intimidé par son offre de démission du 19 avril, lui répondit : « Avec la gloire que vous avez acquise dans la conquête de l'Italie, c'est surtout à vous qu'il appartient d'analyser les éléments de la victoire. »

On le confirmait dans son rôle de négociateur. Il était maître de la situation. Aussitôt, il résolut de faire disparaître Venise. Le 12 mai, le général Baraguay-d'Hilliers se présentait, en son nom, devant le palais des Doges et imposait au dernier chef de la République vénitienne une abdication pure et simple. Le 14, les soldats français entraient dans Venise et un gouvernement provisoire, aussitôt formé, implorait la paix. Bonaparte en dicta les conditions et les envoya au Directoire, en indiquant que, cette fois, il convenait de ne pas ratifier. Venise serait une monnaie d'échange.

Il partait alors pour Milan et s'installait, avec Joséphine, au château voisin de Mombello. Il s'y formait instantanément autour de lui une vraie cour princière. On y voyait des délégués des Etats et des souverains italiens, des artistes, des poètes, des savants. Il dictait des lois, donnait des constitutions, réglait des affaires d'Etat, en véritable proconsul. Mais il n'oubliait pas de suivre les événements qui se déroulaient en France.

V

On a vu que l'*ascension de Bonaparte* fut parallèle à la décadence du régime directorial. Le moment est venu de revenir à Paris, pour dessiner la courbe de cette décadence.

Après le départ de Bonaparte, les anarchistes du *club du Panthéon,* fermé par lui, avaient tenté un soulèvement, après « noyautage » — comme on dirait maintenant — de l'armée de Paris. Mais ils avaient été arrêtés, notamment le tribun communiste Babeuf avec une centaine de ses partisans. Le procès avait été instruit devant une Haute-Cour. Mais l'attentat de Babeuf avait profité à la « réaction. » Des élections eurent lieu en germinal an V (1797). Sur 216 anciens conventionnels sortants, 205 restèrent sur le carreau. Les élus étaient presque tous des adversaires du régime ; on y voyait même des royalistes avérés. L'espoir d'une restauration des Bourbons put se faire jour en beaucoup d'esprits. Les Anciens choisirent pour président Barbé-Marbois, les Cinq-Cents Pichegru. Et pour remplacer Letourneur, directeur sortant, les Conseils élurent Barthélemy, royaliste.

Aussitôt la lutte s'engagea entre les Assemblées et le gouvernement. Camille Jordan réclama la liberté pour les prêtres catholiques et pour la religion et enleva le vote, le 20 messidor. Les Anciens suivirent, le 7 fructidor. Au Directoire, Barras et Reubell étaient décidés à briser l'opposition des Conseils ; Barthélemy était acquis à ces derniers ; Carnot demeurait neutre et s'entendait mal avec ses collègues ; Larevellière-Lépeaux n'aimait pas les « jacobins », mais sa haine de l'Eglise le jetait dans leurs bras. On préparait donc une « épuration » des Conseils : en somme, un coup d'Etat. L'armée détestait les « muscadins » et les « calotins », qu'elle confondait sous l'étiquette de « chouans ». L'opposition voulait la paix à tout prix et attaquait le gouvernement à la fois sur la question financière et sur le problème de la guerre. Le Directoire voulait surtout occuper les militaires au dehors et, si la paix survenait, offrir au pays « les limites naturelles », pour renforcer son prestige.

Justement, aux premiers jours de thermidor (juin-juillet 1797), le conflit entre le Directoire et les Conseils était devenu si aigu qu'il fallait qu'un parti écrasât l'autre. Les feuilles jacobines sommaient le gouvernement de défendre la République. Le royaliste Mallet écrivait, non sans inquiétude : « Il me semble que les acquéreurs des biens nationaux, les constitutionnels révolutionnaires, les jacobins, les fripons de toute espèce, les gens en place et une partie des armées, il me semble, dis-je, que *tout cela compose une masse de puissance antiroyaliste.* » Et c'était fort bien vu. Le régime se soutenait par ceux qui avaient bénéficié de la Révolution. Pourtant, parmi ceux-là, seuls les soldats étaient vraiment animés ; les officiers faisaient chorus avec leurs hommes.

Joubert écrivait à son père, le 24 messidor : « Malheur à Clichy ! Tant de sang aura-t-il inutilement arrosé les belles plaines d'Italie ? » Et Bonaparte, flairant la force de ce sentiment, s'y associait : « L'indignation est à son comble dans l'armée, écrivait il... Citoyens directeurs, il est imminent que vous preniez un parti... Je vois que le club de Clichy veut marcher sur mon cadavre pour arriver à la destruction de la République. Faites arrêter les émigrés : détruisez l'influence des étrangers... *Si vous avez besoin de forces, appelez les armées !* »

Barras était le seul à songer dès lors à un appel au sabre. Mais il ne voulait pas de Bonaparte : qui délivrerait ensuite le gouvernement d'un tel sauveur ? Il songeait à Hoche. On l'avait désigné pour une descente en Irlande; rien ne serait plus aisé que de le retenir à Paris avec son corps. Reubell et Larevellière, instruits de ce dessein de Barras, y adhéraient non sans hésitation. Un article de la Constitution interdisait aux troupes l'approche de la capitale à plus de dix lieues. Fallait-il violer la loi ? Et si le coup manquait ? Hoche n'en fut pas moins convoqué à Paris, mais seul. Barras le décida à franchir les bornes constitutionnelles. Mais le coup fut immédiatement dénoncé (4 thermidor) aux Cinq-Cents. Carnot, de très bonne foi, déclara qu'il ne savait rien. Il courut au Luxembourg interroger Barras, qui nia tout. Hoche, averti, dut faire demi-tour, très vexé du rôle ridicule qu'on lui avait imposé. Sa santé en resta mortellement ébranlée, à la suite surtout des terribles fatigues de la campagne précédente.

Barras n'hésita plus. Hoche étant brûlé, il ne restait que Bonaparte. On calculait sans doute que le fait d'écraser l'opposition lui enlèverait une bonne part de sa popularité. Quoi qu'il en soit, on l'invita à venir à Paris, avec une partie de ses soldats. De son côté, il avait déclanché dans son armée un mouvement d' « adresses » au Directoire. La division d'Augereau se montrait la plus animée de toutes. Augereau ne décolérait pas et ne parlait que d'exterminer tous les nobles et les prêtres. Et Bonaparte expédia lui-même, comme s'il les approuvait, toutes ces « adresses », au nombre de dix ou douze. Il semblait donc de nouveau s'offrir. Mais il était trop pénétrant pour ne pas voir l'odieux de la besogne à accomplir. Il avait, il est vrai, une arme terrible entre les mains, contre la droite. Ayant saisi, à Vérone, les papiers du comte d'Antraigues, agent des Bourbons, il y avait trouvé la preuve flagrante de la trahison de Pichegru, en l'an IV. Rien de tout cela n'avait transpiré jusque-là. Pichegru trônait aux Cinq-Cents, comme président de l'Assemblée. Quel coup écrasant pour la droite que la révélation de son forfait ! Bonaparte n'hésita pas : il envoya à la fois le fier-à-bras Augereau, qui ne parlait que de pourfendre la contre-Révolution, et le portefeuille de d'Antraigues.

Augereau arriva le 20 thermidor à Paris, avec sa division. Sa vue seule effrayait tout le monde. « Quel fier brigand ! » s'écriait Reubell. Mais le Directoire aimait mieux un tel brigand qu'un homme comme Bonaparte. Les Conseils voulurent parer le coup en réorganisant la Garde nationale. Ils ne furent pas écoutés ; la bourgeoisie de Paris, complètement aveulie, refusa de s'enrôler.

Augereau se remuait. « J'observe et j'agis, écrivait-il à Bonaparte. Je cours sans cesse du Directoire chez le ministre de la police et de chez celui-ci au Directoire ; je les encourage, je les excite et je fais en sorte de hâter les résolutions. » Le Directoire, — c'est-à-dire le triumvirat Barras, Reubell, Larevellière, — étudiait le dossier d'Antraigues et s'apprêtait à frapper le grand coup.

Ce fut le *18 fructidor*, 4 septembre 1797. La veille, Barras avait donné ses dernières instructions à Augereau. L'après-midi, il y eut une séance du Directoire. Elle fut sans intérêt. Larevellière qui présidait leva la séance avec un sourire : « Je verrai toute ma vie ce sourire d'anthropophage », devait écrire Carnot. A 8 heures du soir, les *Trois* se réunirent seuls, se constituèrent en « séance permanente » et, pour sauver la Constitution, la violèrent sur toute la ligne durant quarante-huit heures. Carnot, décrété d'arrestation, mais averti à temps, put fuir. Barthélemy, saisi dans son lit, fut mené au Temple. Pichegru, alerté par un billet de Carnot, essaya de se dérober ; mais les troupes d'Augereau (15.000 hommes) cernaient les Tuileries, où siégeaient les Conseils. Ramel, qui commandait la garde des Conseils (800 gendarmes), essaya de résister, mais au premier signal ses hommes passèrent au camp des assaillants. Augereau parut alors, ayant à ses côtés des figures sinistres, Santerre et le massacreur Fournier, dit l'Américain, des revenants de la Terreur. Il eut la grossièreté d'arrêter de sa main Ramel et Pichegru et le fit avec une révoltante brutalité, en vrai soudard. Les députés arrivant, on les envoyait aussitôt au Temple. Comme certains protestaient au nom de la loi, un officier d'Augereau leur cria : « *La loi, c'est le sabre !* »

Ce qui restait des Conseils fut convoqué à l'Odéon et à l'Ecole de médecine. Le Directoire entendait légaliser par les députés restants (250 sur 750) la proscription des autres. Une affiche contenant des extraits des papiers d'Antraigues avait été apposée. Par une insigne mauvaise foi, la majorité passait pour « complice » de la trahison de Pichegru. Les extrémistes imposèrent, dans la nuit du 18 au 19, le vote des décrets préparés par le Directoire. Ils annulaient les élections, vieilles de cinq mois, en 49 départements ; de la sorte, 154 élus étaient privés de leur mandat, 54 de ceux-ci étaient déportés à la Guyane, sans jugement, ce qui équivalait à la « guillotine sèche ». En outre, les lois contre les prêtres *réfractaires* étaient aggravées, les églises fermées, le culte interdit, les décrets contre les émigrés renouvelés, la presse